

//) E C R E T N° 86 / 6 5 6 DU 03 JUIN 1986

portant création d'une mission de réhabilitation des entreprises du secteur public et para public. -

LE PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 84/029 du 4 Février 1984 portant organisation du Gouvernement, modifié par le décret n° 85/1172 du 24 Août 1985 ;

D E C R E T :

ARTICLE 1er.-

Il est créé une Mission de Réhabilitation des entreprises du secteur public et para public ci-après dénommée "la MISSION", placée sous l'autorité du Secrétaire Général de la Présidence de la République.

ARTICLE 2.-

Par entreprise du secteur public, il faut entendre toute entreprise dans laquelle les intérêts publics représentent au moins 25 % du capital social.

ARTICLE 3.-

La Mission est chargée de proposer au Chef de l'Etat des mesures permettant l'éradication et la prévention des causes des difficultés des entreprises du secteur public et para public.

Elle est notamment chargée de proposer :

- toutes mesures de nature à assurer la réhabilitation des entreprises du secteur public et para public ;

- des normes de suivi, de contrôle et de gestion de ces entreprises ;

- une politique de prise de participation de l'Etat ;

- toutes mesures tendant à créer un cadre institutionnel hiérarchisé.

ARTICLE 4.-

La Mission comprend les organes ci-après :

- 1 - Une Commission Technique
- 2 - Un Comité Interministériel.

ARTICLE 5.- La Commission Technique est l'organe technique de la Mission. Elle est composée de cinq membres dont un Président, tous nommés par décret.

ARTICLE 6.- 1/- Elle travaille avec l'assistance technique de la Banque Mondiale et peut faire appel à d'autres organismes spécialisés.

A cet effet, un Accord d'Assistance sera négocié et signé avec la Banque Mondiale par le Ministre chargé du Plan.

2/- Son règlement intérieur et l'organisation de son travail sont approuvés par le Comité Interministériel.

ARTICLE 7.- Les membres de la Commission Technique bénéficient de toutes les facilités matérielles et juridiques nécessaires à l'accomplissement de leur mission notamment du droit à l'accès à toute information avérée utile.

ARTICLE 8.- Le Président de la Commission Technique rend compte des activités de la Commission au Président du Comité Interministériel.

ARTICLE 9.- Les avantages du Président et des membres de la Commission Technique sont déterminés par un arrêté conjoint des Ministres des Finances et du Plan.

ARTICLE 10.- 1/- Le Comité Interministériel est l'organe de décision de la Mission.

2/- Il comprend les membres ci-après :

- le Secrétaire Général de la Présidence de la République

- le Ministre du Plan et de l'Aménagement du Territoire

- le Ministre des Finances

- le Ministre du Commerce et l'Industrie

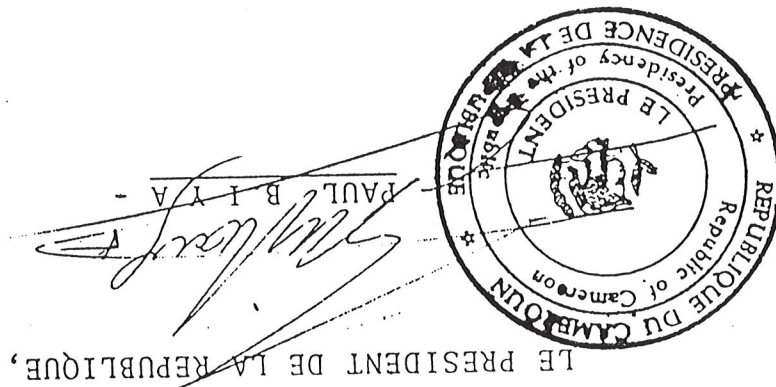
- le Ministre de l'Agriculture

- le Ministre délégué à l'IGERA

ARTICLE 11.-

Le Comité Interministériel :

- apprécie le travail effectué par la Commission Technique ;
- élabore les directives à appliquer par la Commission Technique ;



YAOUNDE, le 03 JUIN 1986

Le Secrétaire Général de la Présidence de la République est chargé de l'application du présent décret qui sera enregistré puis publié au Journal Officiel en français et en anglais. /.-

ARTICLE 14.-

La Mission entrera en fonctionnement dès la signature de l'Accord d'Assistance prévu à l'article 6 ci-dessus et sera dissoute de plein droit après l'approbation de son rapport définitif par le Chef de l'Etat.

ARTICLE 13.-

- 1/- La Mission dispose de fonds qui lui sont propres.
- 2/- Les fonds sont alimentés par une subvention du budget de l'Etat et une ligne de crédit négociée auprès de la Banque Mondiale.
- 3/- Ils sont soumis au contrôle du Ministère des Finances et de l'Inspection Générale de l'Etat.

ARTICLE 12.-

- 2/- Il se réunit en tant que de besoin sur convocation de son Président.
- décide des orientations à soumettre au Chef de l'Etat ;
- soumet ses conclusions à l'approbation du Chef de l'Etat ;